

LAÏCITÉ, RAISON ET INSTRUCTION PUBLIQUE

Charles Coutel • Être laïque c'est valoriser la raison et la thèse humaniste héritée de Descartes, Spinoza, Condorcet, des Lumières et de la Révolution française : il est de l'intérêt de la vérité et de la justice d'être recherchées par le plus grand nombre possible d'esprits éclairés. Cette thèse conditionne toute réinstitution de la laïcité.



Image de couverture de l'interprétation par Voltaire de l'œuvre d'Isaac Newton, *Éléments de la philosophie de Newton, mis à la portée de tout le monde* (1738).

Le principe de laïcité procède de l'affirmation qu'il existe en chaque homme une raison qu'il nous faut développer, notamment par l'instruction publique et par la culture humaniste. Ce principe de laïcité est en effet *supposé* par l'essor d'une raison critique : l'homme libre et éclairé n'a pas besoin, quand il réfléchit, d'une religion ; toute démarche rationnelle se doit de suivre un *athéisme méthodologique* qui permet de faire de tout objet de croyance un objet d'étude pour le croyant lui-même. Quand il apprend, enseigne, débat ou vote, le citoyen d'une république ne dépend que de sa raison. On ne saurait donc faire de la laïcité une matière d'enseignement à part, comme s'il s'agissait d'un catéchisme, puisque la laïcité est la condition de possibilité

d'un véritable enseignement public et d'une citoyenneté réfléchie et active. Nous évitons ainsi toute dérive relativiste, voire communautariste, et nous luttons contre l'abstentionnisme politique. La défense du principe de laïcité est antérieure à toute prise de position partisane et religieuse. En janvier 2015, après les attentats, on a pu lire sur un panneau lors de la grande manifestation à Paris : « avant toute religion, l'humanité ». La réalisation de l'idéal laïque et la rupture avec la « pensée unique » qui accompagne la mondialisation, suppose la revalorisation de l'idée de culture humaniste dans la société et dans l'école. L'inculture, l'anti-intellectualisme et l'obscurantisme font le jeu des sectes et des préjugés, comme nous en avertissaient déjà

les hommes des Lumières¹. Les cléricatismes et les communautarismes profitent de l'effondrement du niveau de culture générale et scientifique, voire d'instruction élémentaire, des jeunes et des citoyens pour inféoder les esprits. La crise que traversent actuellement l'institution universitaire et la recherche publique n'arrange évidemment pas les choses. C'est en relisant toujours de plus près Condorcet, que nous pourrions adosser l'éducation civique et morale du futur citoyen à une transmission de la rationalité scientifique. Cette coopération peut seule permettre de répondre non fanatiquement à tous les fanatismes, notamment religieux, en rappelant que le principal ennemi de la République, c'est l'ignorance.

En ce sens, la théorie condorcétienne de l'instruction publique, en lien avec le travail académique et la théorie de la République, constitue bien le cœur d'une théorie mélioriste d'ensemble capable de donner force et vigueur à l'espérance utopique.

LA THÉORIE DE L'ÉCOLE RÉPUBLICAINE DE CONDORCET

Précisons par deux courtes citations l'unité de l'approche condorcétienne. « Le but de l'instruction n'est pas de faire admirer aux hommes une législation toute faite, mais de les rendre capables de l'apprécier et de la corriger » (*Cinq Mémoires*, Garnier-Flammarion, p. 93). « Épuisez toutes les combinaisons pour assurer la

¹ Voir : Charles Coutel et alii (éd.), *Le fanatisme religieux du XVII^e siècle nos jours. Étudier, comprendre, prévenir*, Arras, Artois Presses Université, 2017, 188 p., et de Bertrand Binoche, *Écraser l'infâme ! Philosopher à l'âge des Lumières*, La Fabrique, 2018.

liberté, si elle n'embrasse pas un moyen d'éclairer la masse des citoyens, tout vos efforts seront vains » (*Cinq Mémoires*, Garnier-Flammarion, p. 235).

L'instruction publique est l'âme de l'institution politique. La génération présente rend, par avance, la génération qui vient capable d'exercer la citoyenneté et d'améliorer la République. Ainsi, l'espoir utopique se projette dans l'avenir sans rompre avec le présent. Ainsi, Condorcet rend pensable un avenir qui serait un devenir, c'est-à-dire un avenir responsable de lui-même, mais à une condition : que les maîtres soient bien formés et que les savoirs élémentaires soient effectivement enseignés. Examinons les processus précis par lesquels Condorcet combine les moyens d'améliorer en continu l'instruction publique. Académicien et savant, Condorcet va penser la diffusion des savoirs à partir des échanges en réseau de la communauté scientifique de l'Europe des Lumières. Ce geste épistémologique a été en partie oublié par Daunou, Lakanal, Jules Ferry ou encore Ferdinand Buisson. Ces républicains n'eurent qu'une perception partielle des quatre dispositifs philosophiques du méliorisme condorcétien. Ces dispositifs constituent une unité : la théorie de l'école républicaine.

Le premier dispositif, d'ordre juridique, revient à empêcher tout pouvoir gouvernemental de chercher à déterminer ce qui doit être enseigné dans les écoles de la République. En 1835, Auguste Comte nommera cela le danger *ministérialiste* ; en janvier 1793, Condorcet y revient dans un texte méconnu mais essentiel *Sur la nécessité de l'instruction publique*². Dès le *Rapport sur l'instruction publique*, Condorcet affirmait : « La première condition de toute instruction étant

de n'enseigner que des vérités, les établissements que la puissance publique y consacre doivent être aussi indépendants qu'il est possible de tout pouvoir politique » (éd. cit., p. 84).

Le second dispositif est lié au précédent puisque Condorcet recommande de fonder une Société nationale des sciences et des arts, indépendante du pouvoir exécutif, dont les missions peuvent être ainsi résumées : surveiller et diriger l'instruction, travailler à l'élémentarisation des savoirs scolaires, promouvoir les sciences et les arts, enfin, rester en contact avec les Sociétés savantes étrangères pour « enrichir la France des découvertes des autres nations » (éd. cit., p. 162-163). Cette Société nationale ne fut

Toute démarche rationnelle se doit de suivre un athéisme méthodologique.

que partiellement réalisée dans l'Institut national de Daunou ou encore par la création de l'École normale supérieure (*Rapport* de Garat-Lakanal). D'emblée, l'École normale supérieure est appelée à justifier son existence par un effort de transposition didactique des savoirs scientifiques³.

Le troisième dispositif consiste à valoriser par le travail des Académies et des Sociétés savantes l'exigence d'élémentarisation des savoirs savants. C'est le rôle que joue la génération des Encyclopédistes. L'élémentarité des savoirs scolaires, compréhensible par chacun et tous, prépare une société fraternelle et plus juste, comme le voulaient tous les utopistes. En ce sens, les savoirs élémentaires constituent un véritable *alphabet de l'émancipation*. Pour dire que nous ne sommes pas d'accord, encore faut-il pouvoir s'exprimer clairement !

Dernier dispositif, Condorcet, en bon lecteur de Rousseau mais aussi de Voltaire, nous demande de faire la genèse continue des erreurs passées, celles qui ont accompagné les périodes

de despotisme, de fanatisme, voire de dérive cléricale. L'instruction publique peut et doit nous guérir de l'esprit superstitieux et nous permettre de ne jamais pactiser avec l'ignorance.

L'instruction publique condorcétienne se tient donc au plus près du travail scientifique et académique mais ce philosophe a toujours le souci d'en simplifier les résultats pour les rendre accessibles à tous comme il le montre lui-même dans son *Manuel d'arithmétique élémentaire*, rédigé dans la clandestinité. Soucieux de la transmission et de l'amélioration continue de la qualité des maîtres et de la rigueur des savoirs enseignés, Condorcet rend possible une amélioration continue à la fois du débat politique et de l'argumentation rationnelle des futurs citoyens. L'instruction publique condorcétienne accomplit dès maintenant l'esprit utopique, en conservant sa fonction critique ; les deux parties de l'ouvrage de Thomas More s'enchaînent comme s'enchaînent les trois événements historiques précédemment mentionnés. Condorcet n'hésitera pas à présenter l'imprimerie comme « l'art créateur de la liberté ».

À ces trois conditions théoriques, ajoutons trois autres conditions plus institutionnelles.

Les institutions chargées de la transmission doivent se prémunir contre les sophismes mondialistes (qui confondent le mondial et l'universel) et communicationnels (qui confondent communiquer et transmettre). Un élève *renseigné* n'est pas un élève *enseigné*. C'est une décision individuelle mais aussi politique. La transmission des savoirs élémentaires est par elle-même formatrice du jugement critique et donc d'exigence de laïcité. Il me semble que les républicains devraient utiliser l'expression *savoirs élémentaires* et non *savoirs fondamentaux*.

Au sein des programmes scolaires

² Voir *La République et l'école*, Presses Pocket, p. 97-104.

³ Cette mission n'est-elle pas en passe d'être oubliée aujourd'hui ?

et de la formation des maîtres, ne conviendrait-il pas d'expérimenter des enseignements portant sur l'*histoire des institutions laïques* et sur les *questions religieuses*, en insistant sur le rôle des controverses au sein des religions⁴. Relisons les divers rapports officiels où Claude Nicolet prônait l'instauration d'une véritable *formation civique* au sein des universités ou de la formation des maîtres. En 1985-1986, il était encore possible de présenter aux futurs professeurs, la *genèse et la signification des valeurs républicaines*, notamment durant la Révolution et au XIX^e siècle. Cet enseignement historique et philosophique permettait de mieux situer le contexte et la cohérence des

valeurs républicaines, et bien sûr du principe de laïcité. Espérons que les programmes des futurs Instituts nationaux, dédiés à la formation des maîtres, sauront reprendre ces exigences. La réinstitution du principe de laïcité, qui est un processus continu, passe aussi par le développement des associations indépendantes et des débats libres au sein des formations politiques et syndicales. Relisons de très près Alexis de Tocqueville qui voit dans les associations les médiations reliant l'individu et l'État.

CONCLUSION

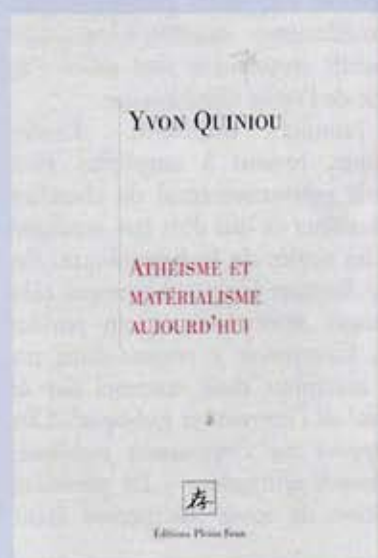
En réunissant ces conditions sémantiques, théoriques et

institutionnelles, il serait possible de sortir du règne hégémonique de la « pensée unique » et de notre situation intellectuelle confuse. Pour mener à bien ce travail critique de réinstitution défini comme processus continu, l'étude des concepts hérités de la tradition républicaine et la relecture des classiques de la République sont d'un grand secours. Redisons, tout simplement, que sans cet effort de réappropriation et de réinstitution de l'idéal humaniste et républicain, notre devise « liberté, égalité, fraternité », n'aurait tout simplement plus de sens, ni d'avenir.

SUR L'ATHÉISME MÉTHODOLOGIQUE

L'athéisme méthodologique est le préalable à toute démarche scientifique digne de ce nom. Il revendique la possibilité de défendre cet athéisme d'un point de vue scientifique : « *La présence ou l'absence d'une super-intelligence créatrice est sans équivoque une question scientifique, même si en pratique, elle n'est pas, ou pas encore, résolue. Il en va de même pour la vérité ou la fausseté de chacun des récits de miracle sur lesquels se fondent les religions pour impressionner les foules de croyants. Est-ce que Jésus avait un père humain, ou est-ce que sa mère était vierge au moment de sa naissance ? Que l'on dispose ou non d'assez de preuves ayant échappé au temps pour en décider, la question reste toujours strictement scientifique avec en principe une réponse précise : oui ou non.* » Yvon Quiniou explique que cet athéisme méthodologique n'induit pas pour autant un athéisme métaphysique qui consisterait à se prononcer négativement sur la question philosophique de l'existence de Dieu, question que l'auteur, à la suite de Kant, considère comme indécidable tout en reconnaissant sa pertinence théorique. C'est donc un matérialisme rigoureusement agnostique que fondent les avancées des sciences de la nature. En un temps où l'on répète à l'envi la formule d'André Malraux, qui annonçait un XXI^e siècle religieux, en un temps où l'on enregistre la montée des fondamentalismes religieux et la multiplication des sectes, pour Yvon Quiniou, il ne fait aucun doute que les enseignements de la biologie et notamment du darwinisme autorisent, voire contraignent, à professer un matérialisme entendu comme "unification de l'être sous la catégorie de la matière". En attestant le caractère purement immanent de l'évolution de la nature, ces enseignements valident du même coup un athéisme méthodologique, qui consiste à faire l'économie de l'hypothèse de l'existence de Dieu dans toute démarche se donnant pour objectif d'accéder à l'intelligence du réel, sciences sociales incluses.

Athéisme et matérialisme aujourd'hui, par Yvon Quiniou. Éditions Pleins Feux, 2004, 60 pages, 7 euros.



⁴ Voir : Alain Joblin et Olivier Rota (éd.), *La controverse religieuse des Évangiles à nos jours*, Arras, Artois Presses Université, 2013, 167 p.